



LA MONDIALISATION DU FORUM SOCIAL : LES DÉFIS DE MUMBAI

Anik VEILLEUX

Université du Québec à Montréal

Raphaël CANET

Coordonnateur de la Chaire MCD

Du 16 au 21 janvier s'est tenu à Mumbai¹, en Inde, la quatrième édition du Forum social mondial (FSM). Rassemblant environ 100 000 personnes et plusieurs milliers d'organisations de plus de 130 pays autour du slogan *un autre monde est possible*, le FSM est devenu le lieu d'élaboration de visions alternatives à la globalisation néolibérale promue par les grandes organisations internationales à vocation économique (Banque mondiale, FMI, OMC).

Fruit d'une initiative franco-brésilienne, le FSM s'était jusqu'à cette année, et à trois reprises, déroulé à Porto Alegre, capitale de l'État du Rio Grande do Sul, au Brésil. Si l'on se fie au nombre croissant de participants, le FSM est un véritable succès. 20 000 personnes étaient présentes lors de la première édition en 2001, 50 000 se sont déplacées en 2002 et plus de 100 000 en 2003. Selon Vinod Raina, membre du comité indien d'organisation du Forum, entre 100 000 et 110 000 personnes étaient présentes à Mumbai. Il n'en demeure pas moins que le FSM se trouve aujourd'hui confronté à deux défis de taille que l'événement de Mumbai a révélés. Le premier défi est lié à la délocalisation du Forum. La migration périodique du FSM va-t-elle le renforcer en stimulant la participation et en diversifiant les thématiques ou conduire à sa fragmentation du fait de la mise en évidence de ses contradictions ? Le second défi est celui de son institutionnalisation. Dans le contexte de la guerre en Irak et du lien manifeste entre le néolibéralisme et l'impérialisme américain, le FSM doit-il demeurer un espace ouvert de débats et d'échanges d'expériences ou se muer en mouvement afin de s'imposer comme un véritable acteur politique sur la scène mondiale?

I. Le défi de la délocalisation

La forte mobilisation de la société civile dès le premier FSM en 2001 a conduit les membres du comité d'organisation brésilien à élaborer une stratégie d'internationalisation du Forum afin d'en faire un processus planétaire, ouvert et permanent. Celle-ci s'est développée selon trois dimensions. Tout d'abord, par la constitution d'un Conseil international, instance opérationnelle chargée de définir l'agenda du processus, d'en faciliter l'organisation et d'en promouvoir le contenu. Ensuite, par le déploiement à

¹ Anciennement Bombay, mais rebaptisée ainsi sous la pression du parti nationaliste Hindou, *Shiv Sena*, membre de la coalition gouvernementale au pouvoir à New Delhi.



différents niveaux de forums sociaux régionaux et thématiques². Enfin, par la délocalisation du FSM, au-delà de son berceau brésilien. Selon le dernier volet de cette stratégie, le choix de Mumbai comme ville d'accueil du quatrième FSM ne fut pas anodin. En effet, hôte du Forum régional asiatique de Hyderabad (2003), l'Inde avait déjà fait la preuve de sa capacité à organiser ce type d'événement. De plus, son contexte socio-culturel fournissait les éléments d'une diversification des thématiques ainsi que d'un décentrement de l'analyse permettant de tenir compte de la variété géographique des visions du monde. Dès lors, à côté des thèmes de l'impérialisme et de la guerre (Irak et Palestine), les questions du castéisme, du racisme, du sectarisme religieux, du fondamentalisme et du patriarcat ont été ajoutées à l'agenda du FSM. Ce changement de lieu fournissait aussi l'occasion aux groupes opprimés du continent asiatique de faire entendre leurs voix et de promouvoir leurs revendications particularistes sur la scène mondiale (Tibétains, Nagas, Dalits, travailleuses du sexe du Bangladesh, lesbiennes et gais de Corée du Sud...). Enfin, Mumbai, capitale financière de l'Inde, destination privilégiée de la migration économique interne du pays et lieu historique des luttes sociales indiennes (grèves des ouvriers du textile, du rail, etc.) jouissait d'une force symbolique puissante pouvant stimuler la participation ainsi que la publicisation de l'événement.

Ce processus vertueux d'expansion géographique, mais aussi thématique du FSM n'est cependant pas sans embûches. Nous pouvons en effet nous demander si cette volonté d'inclure l'immense diversité des formes de contestation du néolibéralisme à travers le monde n'est pas une quête sans fin. Certes, comme le souligne Candido Grzybowski, membre du Conseil international du FSM, il semble tout à fait légitime de vouloir combler le fossé géographique mais aussi social et culturel, qui tient à l'écart du processus de nombreux pays ainsi qu'une grande part de la population de la planète. Mais où fixer le seuil de cette ouverture ? L'action impose la réduction de la complexité de la réalité sociale afin d'en définir le sens. Ainsi, cette quête de la diversité qui accroît la complexité du phénomène n'est-elle pas en train de dissiper les énergies, ce qui, à terme, pourrait causer un essoufflement du forum ? De plus, sans pour autant prôner le consensus, mettre de l'avant comme le fait le professeur Boaventura de Sousa Santos, un dissensus constructif au sein du FSM, sera-t-il toujours possible au fur et à mesure que le Forum s'ouvrira à des mouvements et organisations de plus en plus distantes culturellement et idéologiquement ? Cette série d'interrogations nous amène à aborder le second défi du FSM.

II. Le défi de l'institutionnalisation

Dès sa fondation, le FSM s'est présenté comme un espace démocratique alternatif d'échanges et de dialogues où les multiples mouvements sociaux et organisations mobilisés contre la globalisation néolibérale peuvent se rassembler en toute quiétude pour exprimer leurs revendications et leurs visions d'une autre mondialisation. A cette fin, une

² À ce jour se sont tenus, les Forums sociaux panamazoniens (Belém, 2002 et 2003), africains (Bamako, 2002 et Addis-Abeba, 2003), européens (Florence, 2002 et Paris/St Denis, 2003) et asiatique (Hyderabad, 2003) ; de même que les forums thématiques : le forum argentin sur la crise du modèle néolibéral (Buenos Aires, 2002), le forum palestinien sur la solution négociée des conflits (Ramallah, 2002) et le forum colombien démocratie, droits humains, guerre et trafic de drogue (Carthagène, 2003).



Charte de principes a été approuvée le 10 juin 2001, dans la foulée du premier FSM. Tel que stipulé dans son article 6, "Les rencontres du Forum social mondial n'ont pas un caractère délibératif en tant que Forum social mondial. Personne ne sera donc autorisé à exprimer au nom du Forum, dans quelque édition que ce soit, des prises de position prétendant être celles de tous les participants. [...] Il ne constitue donc pas d'instance de pouvoir que peuvent se disputer ceux qui participent à ces rencontres, ni ne prétend constituer l'unique alternative d'articulation et d'action des instances et mouvements qui en font partie." Selon cette perspective, le Forum n'est pas une *entité* en soi, il doit plutôt être perçu comme un *lieu* de convergence et d'expression "de mouvements de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et toute forme d'impérialisme" (art. 1). Cette perception du Forum en tant qu'espace, de non-entité, suppose une organisation horizontale, sans tête dirigeante et donc sans véritable comité exécutif habilité à produire des énoncés de politique clairs. C'est pour cette raison qu'aucun communiqué final ne peut émaner du FSM puisque personne n'a la compétence légitime pour le rédiger. Certes, il existe un Conseil, mais celui-ci vise uniquement, selon Chico Withaker, l'un des fondateurs du FSM et membre du Conseil international, à organiser l'espace de discussion, et non pas à définir la voie de l'altermondialisme.

Certains doutent cependant de la capacité de cette instance à demeurer politiquement neutre, si toutefois elle l'a déjà été, et à se borner à des tâches organisationnelles, de publicisation et de réseautage. Le discours entourant cette définition du Forum en tant qu'espace ne vise-t-il pas à rendre invisible un pouvoir pourtant bien réel ? La question mérite d'être posée. Christophe Aguiton, ancien responsable des relations internationales d'ATTAC-France, suggère de lever l'ambiguïté, de ne pas perpétuer l'illusion d'un Conseil dépourvu de pouvoir. En effet, selon lui, l'espace créé par le FSM n'est pas neutre, il véhicule une idéologie, c'est un espace orienté qui, tout en demeurant ouvert et inclusif, doit permettre d'élaborer des stratégies d'action. Il ne faut plus être simplement contre la mondialisation néolibérale, mais il faut proposer quelque chose d'autre. La tendance semble donc se dessiner vers l'institutionnalisation du Forum, son incarnation en tant qu'acteur collectif sur la scène mondiale. Pour Michel Warschawski, figure emblématique de la gauche radicale israélienne, il est désormais temps d'opérer le passage du FSM en tant que forum de discussion à une structure de prise de décisions permettant de mener à bien des campagnes d'action. Il s'agit alors de construire un vrai mouvement global doté d'un calendrier d'événements précis, d'objectifs clairement définis et de défis concrets à surmonter. Selon cette stratégie, certains rapprochements doivent être envisagés avec les partis politiques jugés progressistes et les syndicats.

Outre le fait que ce processus d'institutionnalisation en vient à entrer en contradiction avec la Charte de principes (notamment les articles 8 et 9), minant ainsi le seul texte sur lequel repose actuellement le Forum, il pose les problèmes de sa représentativité et de sa légitimité. Quelle forme devra prendre cette nouvelle instance de prise de décision ? Qui en fera partie et selon quel mode de désignation ? Sur quel principe de légitimité reposera-t-elle ? Qui sera-t-elle censé représenter (individus ou organisations) ? De quelles manières seront prises les décisions ? Quels mécanismes permettront leur mise en application ? En fait, le FSM se trouve aujourd'hui confronté aux problèmes inhérents à toute institution politique en gestation. Les déboires que rencontre aujourd'hui l'Union



européenne suite au Traité de Nice et autour de sa constitution fournissent un exemple éloquent de l'importance des mécanismes et procédures sur le plan politique.

Conclusion

La guerre en Irak, épiphénomène du nouvel impérialisme américain, semble avoir rendu nécessaire une réflexion sur la nature du FSM et sur son action. L'édition de Mumbai a ainsi révélé les deux défis qui se posent désormais au Forum. Ceux-ci ne sont pas insurmontables, ils ne doivent pas remettre en cause l'existence même de ce type de manifestation qui permet de faire contrepoids au discours hégémonique sur la mondialisation produit par les forces néolibérales. En effet, se posant dès son origine comme l'antithèse du Forum économique mondiale (FEM) de Davos (qui vient de tenir sa 34^{ième} édition du 21 au 25 janvier en Suisse), le FSM a rendu possible l'ouverture d'un espace inclusif et pluraliste de discussion permettant de casser le mythe d'une mondialisation économique d'inspiration néolibérale inéluctable. Le mouvement altermondialiste a ainsi su, par le biais de ce lieu d'expression de dimension planétaire, se constituer en réseau orienté vers la définition de solutions alternatives mais aussi d'actions concrètes, telle la marche mondiale contre la guerre de février 2003. Le FSM a fonctionné comme un véritable creuset où *l'antimondialisme contestataire* s'est mué en *altermondialisme créatif*. Les défis de la délocalisation et de l'institutionnalisation recèlent deux logiques contradictoires que les organisateurs du FSM devront malgré tout surmonter. La délocalisation suppose une logique de complexification due aux volontés d'inclusion de mouvements et d'organisations de plus en plus hétérogènes, et de diversification des thématiques abordées. L'institutionnalisation suppose une logique d'homogénéisation des revendications afin que puisse émerger une politique mondiale alternative concrétisée dans une déclaration finale et assortie d'un plan d'action échelonné, réalisable et mis en œuvre par une instance légitime.

Surmonter ces contradictions s'avère aujourd'hui impératif pour contrer l'empire du marché, et ce d'autant plus que les forces néolibérales disposent certes d'un forum (FEM) afin de promouvoir leur idéologie auprès des puissants de ce monde, mais aussi d'institutions internationales chargées de mettre concrètement en œuvre les plans de libéralisation et de privatisation (FMI, BM, OMC, OCDE, G8). Cela permettra de réaliser la nouvelle espérance mainte fois entendue à Mumbai : *nous ne promettons pas un autre monde, nous le construisons*.

Pour aller plus loin :

Bernard Cassen, *Tout a commencé à Porto Alegre. Mille forums sociaux!*, Paris, Mille et une nuits, 2003.

Jai Sen, Anita Anand, Arturo Escobar et Peter Waterman (dir.), *World social forum. Challenging empires*, New Delhi, The Viveka Foundation, 2004.

<http://www.wsfindia.org/>

<http://www.forumsocialmundial.org.br/>



<http://www.monde-diplomatique.fr/>

NOTE IMPORTANTE

Si vous désirez citer ce document, nous vous prions de bien vouloir utiliser la référence complète dans le format suivant :

Veilleux, Anik et Raphaël Canet. 04 février 2004. «La mondialisation du Forum social : Les défis de Mumbai». *Chronique de la Chaire MCD*. En ligne. <<http://www.chaire-cd.ca/>>.

Les idées exprimées dans ce document n'engagent que l'auteur. Elles ne traduisent en aucune manière une position officielle de la Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie.